

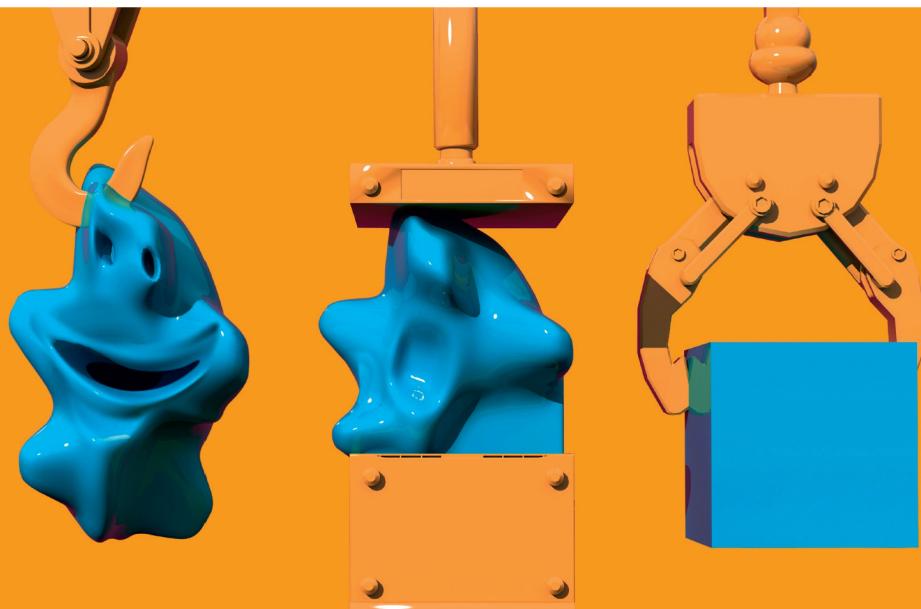
Au risque de la prévention

Enfance, jeunesse, familles et travail social :
de la prévention précoce à la participation sociale

Sous la direction de BRIGITTE VITTORI

avec la collaboration du réseau local de compétences de la Haute école
de travail social de Genève, « Socialisation des mineurs »

ies éditions



RÉSUMÉS

Un enfant de 2 ans, accueilli dans une crèche, crise et frappe un autre bambin... Faut-il voir dans ce geste, le signe précurseur - pour un enfant issu d'un milieu vulnérable - d'une trajectoire délinquante à l'adolescence ? Ou s'agit-il d'un enfant ordinaire dont l'éducation ne fait que commencer ? Et si besoin est, comment agir ? De la vision de l'enfance envisagée, dépend la réponse à ces questions et le mode d'intervention adopté. En se basant sur des expertises scientifiques et économiques réductrices, d'aucuns opteront pour une prévention précoce normative qui glisse vers une pathologisation des conduites sociales dès la petite enfance. Une toute autre posture est celle d'une prévention prévenante : malgré un environnement aux inégalités marquées, un monde dans lequel la frontière entre norme et pathologie s'est tendue, certains s'engageront pour la généralisation de conditions sociales acceptables. Divers acteurs de l'accompagnement socio-éducatif font le choix de favoriser l'épanouissement des enfants, des jeunes et des familles, de valoriser leurs potentiels et de viser la participation sociale plutôt que la stigmatisation et le contrôle.

L'ouvrage *Au risque de la prévention*, porté par le réseau « Socialisation des mineurs », réunit des contributions d'enseignants et chercheurs en travail social, de responsables politiques et de professionnels des domaines socio-éducatifs. Réflexions théoriques et éthiques accompagnent l'exposé de pratiques innovantes à fort potentiel émancipatoire. L'ouvrage apporte ainsi des éléments au débat sur le modèle de société que nous souhaitons.

BRIGITTE VITTORI (DIR.)

Après un parcours d'ergothérapeute auprès de différents publics, puis un diplôme d'éducatrice spécialisée qui l'a amenée à travailler avec des enfants et des adolescent-e-s, Brigitte Vittori a obtenu une Licence en Sciences de l'éducation et formation d'adultes. Chargée d'enseignement depuis 2000 à la Hets-Genève, elle a axé ses enseignements sur l'évolution de la place de l'enfant, des jeunes, des familles dans la société, les politiques publiques les concernant et les fonctions des travailleurs sociaux.

NOTE DE L'ÉDITEUR

Ouvrage publié en collaboration avec le le réseau local de compétences «Socialisation des mineurs».

Créé en 2007, ce réseau est une plateforme d'échanges, d'information, de réflexion critique sur des thématiques liées à l'enfance et à la jeunesse, abordées sous l'angle des normes sociales, scolaires, médicales, juridiques et politiques, et plus particulièrement sur des modalités d'encadrement et d'intervention. Son travail alimente les enseignements (formation de base et continue), les prestations de service, ainsi que plusieurs journées d'étude, dans un partenariat fécond avec les terrains. Ses membres travaillent à la Hets-Genève ou sont des professionnel-le-s du travail social.

Ouvrage publié avec le soutien de l'Association Astural (actions éducatives et pédagogico-thérapeutiques) et du Service de la petite enfance de la Ville de Genève.

Au risque de la prévention

Commission de lecture des Editions ies

Monica Battaglini

Marc Breviglieri

Geneviève Dessarzin

Stéphanie Fretz

Frédérique Giuliani

Isabelle Lamm

Stéphane Michaud

Laura Sanchez

le social dans la cité, 24

Au risque de la prévention

Enfance, jeunesse, familles
et travail social : de la prévention précoce
à la participation sociale

Sous la direction de
Brigitte Vittori

Avec la collaboration du réseau local de compétences
de la Haute école de travail social de Genève,
« Socialisation des mineurs »

ies éditions
2016

Ouvrage publié avec le soutien de l'Association Astural
(actions éducatives et pédago-thérapeutiques)
et du Service de la petite enfance de la Ville de Genève.

Responsable de collection: Monica Battaglini
Révision linguistique: Alexandra Rihm
Mise en page: Gaia Biaggi
Couverture: Jean-Marc Humm
Impression et reliure: Moléson Impressions, Genève

ISBN: 978-2-88224-146-7

ISSN: 1663-9499

Dépôt légal: février 2016

© 2016 Editions ies

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction
d'un extrait quelconque de ce livre, par quelque procédé
que ce soit, réservés pour tous les pays.

Editions ies

Haute école de travail social, Genève

editions.hets@hesge.ch

www.hesge.ch/hets/editions

Sommaire

11 Joëlle Libois

Préface

19 Brigitte Vittori

Introduction

De la prévention dans un monde en mutation

Première partie

Fondements et référentiels

39 Dominique Chautems-Leurs, Alexandre Balmer,

Brigitte Vittori, Isabelle Rinaldi

Enfant agressif = adolescent délinquant?

Travail exploratoire sur l'enjeu préventif et l'excès prédictif

59 Michel Parazelli

Prévention précoce et concurrence du bien

Une tendance internationale à interroger

81 Alexandre Balmer

Faire famille aujourd'hui

Posture professionnelle en protection de l'enfance : entre autonomisation et démocratisation

- 105 Arnaud Frauenfelder
Le retour de l'« enfance en danger »
Seuil de sensibilité, modes d'intervention et normes
de parentalité en mutation
- 133 Brigitte Vittori
Du principe de participation sociale à sa mise en œuvre
Les politiques publiques de l'enfance, de la jeunesse et
de la famille en Suisse et à Genève traversées par quelques
paradoxes
- Deuxième partie**
Des professionnels réflexifs, une posture
fondée sur la participation
- 163 Charles Beer
**L'indispensable réforme de la politique éducative
à Genève**
- 177 Dimitri Anzules
**Contrer l'échec scolaire
en favorisant la participation de tous**
Le dispositif REP et le lien entre école, enfants, parents,
quartier
- 187 Pascale Poirier
**L'école comme lieu d'accueil et de participation
des familles**
L'expérience d'une éducatrice sociale au sein de l'école
 primaire genevoise
- 195 Cosette Quinche-Ingold
**Réflexions sur la posture des professionnels dans l'Action
éducative en milieu ouvert (AEMO)**

- 219 Laurent Wicht & Julie Perradotto
Jeunes désaffiliés dans un contexte de « haute qualification »
VIA, un dispositif local et coopératif
- 237 Théogène-Octave Gakuba & Didier Nsasa
L'Espace Jeunes Espoir de la Maison Kultura
Une réponse aux difficultés d'intégration sociale de jeunes issus de l'immigration
- 253 Stéphane Michaud
Postface
Lier les idées pour argumenter, résister et innover

Postface

Lier les idées pour argumenter, résister et innover

*Stéphane Michaud

Grâce à cet ouvrage articulé autour de la thématique de la prévention précoce des troubles des conduites sociales des enfants et des jeunes, nous étayons nos avis sur des enjeux importants en lien avec l'enfance, la jeunesse et les familles. Nous arrivons, par exemple, à mieux relativiser et critiquer certaines déclarations politiquement correctes comme «l'intérêt supérieur de l'enfant» au profit de la valorisation de la place de parents légitimes à poser des limites, à «faire autorité», cela sans qu'ils aient à craindre de passer pour le *mauvais* objet parfois indispensable à la relation éducative. Ou, autre exemple, nous pouvons nous positionner avec nuances sur les risques liés à la prévention et à l'influence des programmes sociaux et politiques sur les projets parentaux.

La lecture des différents articles met ainsi en lumière, dans le monde en mutation qui est le nôtre, des évolutions signifiantes comme l'émergence de l'individu-sujet, la temporalité débridée de notre époque ainsi que l'impact d'une certaine vision prédéterminée des trajectoires humaines.

Traverser cet ouvrage permet d'interroger la fonction du travail social dans un contexte sociopolitique où l'on pousse les professionnels à faire toujours mieux avec moins. Cette volonté de questionnement permanent ne date pas d'hier. Dans sa préface,¹ Joëlle Libois partage quant à

* Stéphane Michaud est chargé d'enseignement à la HETS-Genève, membre du réseau «Socialisation des mineurs». [stephane-nicolas.michaud@hesge.ch]

¹ Joëlle Libois (p. 11-17).

elle ses souvenirs de lecture de la revue *Esprit* qui, dans les années 1970, critiquait le sens du travail social ainsi que les processus de contrôle et de normalisation. Avec, déjà en arrière-fond, le débat sur ce qui « fait société », ce qui nous est utile et bénéfique pour harmoniser nos singularités dans un collectif solidaire.

Dans son introduction,² Brigitte Vittori analyse quelques grands enjeux actuels en lien avec la protection de l'enfance. Elle y distingue d'emblée la prévention prévenante d'un volontarisme prédictif à tout crin. Elle insiste sur l'influence des variables extrinsèques sur nos devenirs ainsi que sur les possibles dérives de certaines sciences causalistes ou positivistes. Elle assoit aussi les principales mutations à l'œuvre aujourd'hui : l'évolution démocratique des organisations familiales, l'enfant comme un citoyen en jachère qui a besoin des adultes pour le devenir effectivement, les projets parentaux centrés sur l'épanouissement de nos enfants, le déclin de l'Etat providence et la mainmise d'une pensée libérale, les paradoxes d'une gouvernance qui prône la liberté en contrôlant ses concitoyens, le manque de temps pour rétablir le lien avec nos adolescents en souffrance, une certaine rigidité des pratiques professionnelles... Autant de thématiques révélatrices de « l'hypermodernité de notre époque à la fois passionnante et préoccupante ».

C'est autour de ces enjeux plus que jamais actuels que se mobilise, depuis 2007, le Réseau local de compétences (RLC) « Socialisation des mineurs » de la Haute école de travail social (HETS) à Genève. Attentif aux innovations scientifiques et politiques qui impactent les pratiques des travailleurs sociaux d'aujourd'hui, ce réseau de réflexion et d'action met en garde contre des raccourcis que d'aucuns prennent pour aller d'un enfant agressif à un adolescent délinquant. Quatre de ses membres, Dominique Chautems-Leurs, Alexandre Balmer, Brigitte Vittori et Isabelle Rinaldi, ont ainsi tenté de discuter cette délicate question.³ A l'évidence, le dépistage précoce des troubles des conduites convoque un positionnement éthique qui explicite le malaise sourd d'une prédition féroce, stigmatisante et pré-déterminante, aux antipodes d'une prévention prévenante. Avec toujours en filigrane le regard que nous portons

² Brigitte Vittori (p. 19-35).

³ Dominique Chautems-Leurs, Alexandre Balmer, Brigitte Vittori et Isabelle Rinaldi (p. 39-58).

sur l’Autre. Cet Autre dont les comportements viendraient uniquement de sa personnalité et seraient déconnectés de tout environnement relationnel et contextuel. La belle affaire que voilà et qui ferait sourire n’importe quel étudiant en première année de psychologie sociale.

N’est-ce pas un bel exemple d’effet iatrogène⁴ que de chercher à aider des familles en stigmatisant des catégories entières d’entre elles et en laissant planer le soupçon que tous les parents vivant dans la précarité engendrent des enfants à risques ? Il y a dans cet étiquetage un risque massif, celui de figer l’Autre dans un formatage déterminé annihilant tout potentiel de résilience et mettant d’emblée des bâtons dans les roues d’une volonté de participation, d’autonomisation et d’émancipation des individus et des familles. Cette vision scientiste a de quoi questionner au premier chef tout professionnel travaillant avec les enfants. D’où l’importance d’alimenter le débat avec les textes de ce livre ou lors de journées d’étude, telle celle organisée par notre Réseau local de compétences en juin 2010 à la Haute école de travail social de Genève (Réseau « Socialisation des mineurs », 2011).

Nous l’avons lu, Michel Parazelli est une de ces sentinelles riccoériennes qui questionne le *Bien*. Il critique la tendance internationale à mettre sur pied des programmes de prévention précoce selon une conception béhavioriste et un positivisme scientifique réducteur, cela au nom d’un accompagnement des familles qui dériverait vers un contrôle social déguisé.⁵ En quel humain croient certains professeurs lorsqu’ils sur-ciblent et stigmatisent une femme enceinte dans une visée probabiliste et prédéterminée de l’enfant à naître ? Et en désignant ce bébé à venir comme étant « à risques » avant même qu’il ne manifeste le premier des comportements appréhendés ? N’y a-t-il pas un écho de l’histoire du Docteur Frankenstein dans ces postures ? Dans ces ambitions de vouloir prédire et modifier le cours du développement humain à partir d’un point de vue comportementaliste ? Ne confondent-ils pas probabilité et preuve ? Comment raison garder face à ces logiques institutionnalisées au nom de critères d’économie, d’efficience et d’efficacité qui envahissent de plus en plus nos cadres de travail ? Et transforment en profondeur le sens

⁴ Se dit d’un trouble, d’une maladie provoquée par un acte médical ou par des médicaments, même en l’absence d’erreur du médecin (Dictionnaire Larousse, 2015).

⁵ Michel Parazelli (p. 59-80).

démocratique du service public de nos Etats... Il y a à l'évidence, derrière ces volontés, des projets de société qui doivent éveiller nos esprits critiques.

Ainsi, pour être capable d'apporter, sur la table de la conflictualité d'idées, les éléments du débat qui organiseront un positionnement argumenté, il convient d'avoir une vue large des représentations actuelles de l'enfance, de la jeunesse et des familles. Comment « faire famille » aujourd'hui ? C'est la question qu'a traitée Alexandre Balmer.⁶ Comment mettre du sens à cette bascule qui a vu l'intérêt des familles céder sa place à l'intérêt de l'individu ? Comment comprendre cet individualisme actuel en le mettant en lien avec une norme sociale valorisée par le libéralisme économique du *Zeitgeist*?⁷ Nous sommes entrés de plain-pied dans une époque où tout a un prix, où même le traitement de la question sociale devient un marché, où saint Thomas – celui qui ne croit que ce qu'il voit – s'érigerait en maître des comportementalistes et, fort de ses apôtres et autres prédicteurs, exigerait la soumission du « déviant » à des programmes d'adaptation sociale.

Dans cette société en mouvement, faisant fi de siècles de tradition patriarcale, le XX^e siècle a été marqué par les luttes pour l'égalité homme-femme et pour reconnaître l'enfant comme ayant des droits et des devoirs.⁸ Il a aussi vu les modèles familiaux se multiplier, du bastion au parallélisme, en s'essayant au compagnonnage et autres formes recomposées. Tout cela en intégrant le fait que l'enfance est devenue une catégorie à part entière et que l'inconditionnalité de l'idée de famille est passé du lien conjugal au lien de filiation.

Dans ce contexte dynamique, la fonction des parents a aussi considérablement évolué. Là où jadis ils se posaient comme modèle d'une autorité à laquelle il fallait « simplement » se plier pour grandir, les parents d'aujourd'hui paraissent astreints à une mission éducative paradoxale,

⁶ Alexandre Balmer (p. 81-104).

⁷ Le *Zeitgeist* est une notion empruntée à la philosophie allemande signifiant « l'esprit du temps », utilisée notamment dans la philosophie de l'histoire et la psychologie. Elle désigne le climat intellectuel et culturel, ou paradigme, d'une époque (source ; Wikipédia, consulté le 05.06.2015).

⁸ Article 301 du Code civil suisse.

voire impossible : celle de soutenir les enfants vers l'autonomisation en intégrant à la fois prise de risque et sécurité.

Par ailleurs, si la démocratie est, par certains aspects, entre autres juridiques, entrée dans les familles, l'incertitude également. Et massivement. Que dire alors de la possibilité que se garde l'Etat d'intervenir dans ces dites familles ? Comment un intervenant en protection de l'enfant peut-il évaluer, soutenir, protéger tout en laissant les familles participer elles-mêmes à la recherche de solutions ? Nous ne sommes peut-être pas loin de la quadrature du cercle.

Une évolution notable de la fonction de parents se joue à travers l'autorité parentale conjointe, entrée en vigueur en Suisse en juillet 2014. Cette transformation légale oblige les couples à coopérer et à se mettre d'accord sur toute une série de sujets concernant leur progéniture. Elle semble permettre de diminuer la statistique du potentiel conflictuel entre les parents séparés car elle remet à pied d'égalité et reconnaît chaque partie autour de l'enfant. Un des effets positifs les plus flagrants de cette amélioration sociale réside déjà dans la diminution de problèmes autour de l'obligation d'entretien.

On peut donc postuler que plus les parents se parlent en parallèle des démarches de justice, mieux seront pris en compte les besoins singuliers, en particulier ceux des enfants. C'est dans cette logique que la médiation familiale – processus d'accompagnement et dispositif d'autonomisation de chaque membre de la famille – a tout son sens pour permettre à chacun de se déterminer en fonction de ses besoins, de ses droits et devoirs, dans le cadre du contexte socio-politique institué.

Dans cette mouvance actuelle, qu'en est-il de la notion d'enfance en danger?⁹ Arnaud Frauenfelder nous a montré dans son article comment a émergé et évolué, au cours des deux derniers siècles, la définition de l'enfant en danger, voire en risque de danger. Il s'est aussi arrêté sur le lien qui est fait avec le milieu d'origine de cet enfant. Nous l'avons vu, depuis la fin du XIX^e siècle et la loi genevoise sur la déchéance de la puissance paternelle (1891), l'Etat fait montre d'une ingérence légitimée qui a mis à mal le pouvoir patriarchal séculaire. Au niveau de l'organisation sociale, cela a été une révolution qui a braqué les projecteurs principalement sur les couches de la population les plus pauvres et les

⁹ Arnaud Frauenfelder (p. 105-132).

moins éduquées. « Faut vous dire, Monsieur que chez ces gens-là [...] » (Jacques Brel, 1966), il y avait davantage de probabilités que l'enfant soit maltraité, mais aussi « perverti » par une famille dépourvue, incapable de protéger ce petit être vulnérable qui, du coup, risque à son tour de devenir dangereux pour la société... De ce constat discutable a découlé l'analyse du besoin d'espaces de rééducation de ces déviants juvéniles venant de milieux eux-mêmes qualifiés de déviants.

Aujourd'hui, avec la Convention des droits de l'enfant et la reconnaissance juridique de l'enfant comme sujet de droits explicites, on remarque de plus en plus l'émergence de nouvelles normes de parentalité et de nouvelles manières de faire le *métier de parent*, plus ou moins valorisées par des tiers étatiques ethnocentrés : par exemple, on se doit de poser des limites et d'avoir de l'autorité mais sans pour autant tomber dans l'autoritarisme ; il convient de jouer avec nos enfants, mais pas n'importe comment, de manière pédagogique ; il est de bon ton de faire de l'espace familial un lieu d'apprentissage à la négociation, voire même – n'ayons pas peur des mots – à la démocratie, où écoute de l'autre et épanouissement personnel sont au centre des dynamiques... Vaste programme responsabilisant auquel adhèrent la plupart des familles de classe moyenne (d'où est issue aussi la majorité des travailleurs sociaux), mais qui entre peut-être moins en résonance avec les familles populaires précaires (majoritaires dans l'appui éducatif étatisé), qui sont plus enclines à faire rimer la fonction parentale avec la notion de chef qu'avec celle d'accompagnant de l'enfant.

Cette évolution de la fonction parentale va de pair avec la montée d'un regard scandalisé de l'opinion publique sur le phénomène de la maltraitance qui, avec le temps, s'est élargie à la violence psychologique et à la négligence. Une des conséquences en est l'inflation des signalements qui rend encore plus complexe le travail de l'intervenant en protection de l'enfant puisque chaque écart aux normes médicales, psychologiques, scolaires, de savoir-vivre peut donner lieu à l'ouverture d'un dossier socio-éducatif le plus souvent stigmatisant pour la famille. Comment dès lors, comme le préconise Guy Hardy (2012), faire passer des parents d'une posture de culpabilité à une posture de responsabilité ? Peut-être grâce, entre autres, à l'idée de travailler *avec eux*. Ainsi s'est développé le concept actuel de soutien à la parentalité, d'un soin

mis à une recherche d'alliance avec des parents que les professionnels du social espèrent collaborants, voire même demandeurs de conseils et actifs dans la recherche de solutions à leurs problèmes. Mais qu'en est-il des familles plus résistantes à cette aide (qui feint de ne pas être contrainte) ? Que penser quand Guy Ausloos (1995) parle de légitime défense en citant ces familles qui refusent d'être aidées ? Car, on a beau dire, si on suit les propos de Brigitte Vittori, le constat est là : il n'y a pas encore, en Suisse, de politique participative cohérente en ce qui concerne le soutien aux familles.¹⁰ Malgré le fait que, depuis le milieu du XX^e siècle, il y a eu des avancées sociales indéniables en termes de généralisation des prestations comme les allocations familiales, le congé maternité ou encore récemment l'autorité parentale conjointe, il n'est de loin pas aisé d'harmoniser le système fédératif et les niveaux d'autonomie cantonale et communale pour faire naître une politique publique nationale d'encouragement et de participation de l'enfance, de la jeunesse et des familles telle que voulue par le Conseil fédéral. L'absence actuelle de toute base commune des politiques de la jeunesse sur la participation des individus et des groupes, valeur essentielle du travail social, en est peut-être le symptôme le plus visible.

Aujourd'hui, nous l'avons lu, la famille est considérée comme les deux faces d'une même médaille : elle est tant espace privé que groupe social objet de régulation et d'appui par l'Etat. Sur ce second versant et la prise en compte légale de l'enfant en tant que sujet de droits, la Constitution fédérale édicte quelques grands principes. A Genève, au niveau cantonal, depuis la fin du XIX^e siècle, il y a aussi eu le souci de prendre en charge, de surveiller, de dépister, de redresser ou de traiter des enfants décrits comme moralement abandonnés ou «difficiles». Puis, dans les années 1950-1960, la loi sur l'Office de la jeunesse, l'école des parents, et l'ouverture d'espaces multiples comme des centres de loisirs et des maisons de quartier ont favorisé le partenariat avec la jeunesse et les familles et créé une dimension informelle de participation. En ce sens, Genève fut pionnière, cela même jusque dans les années 1990, avec un accès facilité des femmes au monde du travail tout en permettant une socialisation précoce des enfants grâce à une augmentation des modes de garde de la petite enfance.

¹⁰ Brigitte Vittori (p. 133-159).

Cette dynamique progressiste a connu des coups de frein successifs depuis 1992 et le Rapport sur l'enfance maltraitée en Suisse. Ce texte a fait l'effet d'une bombe en permettant de mesurer l'ampleur d'un phénomène jusqu'alors sous-estimé. Les politiques de protection se sont alors renforcées jusqu'à l'émergence de l'idée d'une politique «du risque zéro» dans les années 2000.

La crise financière de 2008 a enfoncé le clou du désengagement de l'Etat et des prestations sociales, aggravant encore les difficultés des familles de faible revenu socio-économique. Le climat d'insécurité grandissante a remis à l'ordre du jour la stigmatisation de différentes parties de la population. La surmédiatisation d'épisodes violents et / ou dramatiques a achevé de faire se transformer l'ouverture active de jadis en une politique de contrôle, de méfiance et de pressions, tant sur les parents que sur les professionnels concernés. On est passé de l'appui à la protection puis de la protection au contrôle, cela n'étant pas sans nous rappeler les politiques de la fin du XIX^e siècle où l'on ne s'embarrassait guère de craindre d'humilier les parents... Ainsi, dans ce contexte perturbé, quelle politique réaliste convient-il de mener?

A Genève, le projet de loi sur la réforme de la loi sur l'Office de la jeunesse datant de 1958 n'a pas encore abouti, faute d'accord sur les fondements d'une politique claire, novatrice, qui affirmerait clairement la croyance en une jeunesse porteuse de l'avenir de nos sociétés et des familles qui participeraient activement à la recherche de solutions face à leurs difficultés.

Aussi est-il complexe, chez nous comme ailleurs, de comprendre les enjeux actuels autour des politiques publiques en faveur de la jeunesse et les nombreuses réformes à l'œuvre.¹¹ Pour Charles Beer, il convient tout d'abord d'appréhender la problématique de manière holistique pour prendre en compte les variables d'une nouvelle époque commencée il y a plus de vingt-cinq ans avec la chute du Mur de Berlin. L'équilibre systémique en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale a alors basculé dans de nouvelles dynamiques sociopolitiques influencées par le libéralisme croissant, la mondialisation de l'immigration et le principe de libre circulation des personnes, l'émergence du chômage de masse, les crises financières, l'accroissement du fossé des différences

¹¹ Charles Beer (p.163-176).

salariales et des inégalités (*gentrification* des centres-villes et création de quartiers populaires) et, surtout, une rupture de confiance croissante envers l'avenir.

Parmi les premières victimes de ce changement de paradigme social se trouvent les enfants des quartiers populaires et des cités. Ils montrent en effet des résultats scolaires nettement inférieurs aux enfants des communes mixtes et favorisées sur le plan économique. Les ruptures scolaires et d'apprentissage prennent elles aussi l'ascenseur.

Les Etats sont alors mis devant de nouvelles responsabilités pour inventer des politiques gouvernementales innovantes sans tomber dans la victimisation de l'impuissance ou dans la réduction des causes à un discours populiste dangereux car à nouveau stigmatisant.

Toujours à Genève, afin de réduire la double peine de l'enfant issu d'un milieu défavorisé qui vit en parallèle une ségrégation territoriale, les autorités se sont engagées en faveur du concept d'éducation prioritaire. Il s'est agi de remplacer le principe d'égalité de moyens par celui d'équité en tenant compte des nouvelles variables en jeu. Le soutien des communautés familiales, éducatives et scolaires des quartiers populaires et des communes suburbaines a été repensé en conséquence et avec des moyens adaptés. Cette politique a donné naissance à des dispositifs innovants de suivis individuels (AEMO et UAP) ainsi qu'au renforcement des acteurs du système éducatif dans un maillage d'ensemble plus cohérent (éducateurs REP, conseils d'établissements scolaires intégrant enseignants, éducateurs et parents...). Tout cela pour viser une école et une éducation inclusives qui considèrent réellement nos différences comme autant de richesses au service d'une certaine idée du vivre ensemble.

Comme nous le rappelle aussi Dimitri Anzules,¹² l'école reste donc, pour notre jeunesse, le principal espace d'élaboration et d'expérience de la citoyenneté et de la socialisation, tout en étant «la seule institution visible qui porte la contradiction des idéaux d'égalité et d'une réalité d'exclusion» (Ballion, 2000, cité dans Curonici, Joliat & McCulloch, 2006 : 14). Pour intégrer tant bien que mal ce paradoxe originel, elle s'adapte régulièrement aux évolutions sociopolitiques telles que les nouvelles formes de migration et de précarité. Les professionnels

¹² Dimitri Anzules (p. 177-185).

de l'enseignement et de l'éducation ont appris à remettre en question leurs pratiques en conséquence, en particulier dans leurs approches des familles moins favorisées accueillies dans l'enseignement spécialisé. Un regard éthique pousse en effet aujourd'hui nombre de ces professionnels à davantage considérer et reconnaître l'Autre comme différent, avec également des ressources différentes, et dès lors à chercher un ajustement réciproque. Avec l'idée-force que cet Autre qui se sent attendu, écouté et reconnu pourra mieux apprivoiser et investir l'école de son enfant. Ce travail d'accordage va dans le sens de nouvelles collaborations positives, d'un partenariat responsabilisant avec les parents permettant de coconstruire un projet d'intégration socio-scolaire non seulement pour l'enfant, mais aussi pour la famille.

A ce titre, l'expérience des REP¹³ est un outil important pour soutenir ce pari d'intégration à travers une école ouverte qui facilite le lien entre tous les acteurs scolaires, éducatifs et familiaux. Pascale Poirier, avec le recul que nous avons aujourd'hui sur la mise en place de ce dispositif, montre en effet que le tiers éducatif présent dans l'établissement scolaire contribue au fait que les familles se sentent mieux accueillies. Et que, du coup, la régulation des difficultés et malentendus avec l'école s'en trouve facilitée. Prendre le temps de la rencontre replace aussi au cœur de nos écoles des valeurs comme l'hospitalité et la nécessaire décentration par rapport à des ancrages culturels souvent sources de préjugés quant à l'Autre. C'est d'ailleurs cette transformation des représentations qui est un des résultats les plus probants du REP et d'expériences contiguës comme celle de l'Ecole des mamans. Quel meilleur emblème pour l'école genevoise que de promouvoir une école ouverte aux familles, permettant en son sein des espaces qui responsabilisent, qui socialisent, qui valorisent, qui combattent l'isolement social et qui permettent de développer bienveillance et meilleure compréhension de l'Autre?

Il y a, soutenant toutes ces démarches innovantes d'accompagnement, à postuler un changement de paradigme dans l'intervention socio-éducative. Quelque chose qui va dans le sens d'une nouvelle politique qui s'appuie sur la valorisation des compétences des personnes accompagnées. Ainsi en est-il aussi avec la prestation de l'Action éducative en milieu ouvert (AEMO), qui a pris sa place et fait ses preuves ces der-

¹³ Pascale Poirier (p.187-194).

nières années dans le paysage social genevois.¹⁴ L'idée-force de ce dispositif réside bel et bien dans le fait d'offrir des alternatives et renforts éducatifs souples, variés et créatifs à une parentalité un temps fragilisée. Car il s'agit bien là, et c'est fondamental dans le regard éthique posé sur l'Autre, de considérer l'inadéquation éducative parentale comme provisoire, souvent contextuelle et, partant, pouvant se reconsolider avec une aide appropriée. En devenant le témoin de proximité des conditions de vie des individus, l'éducateur social peut appréhender, derrière des premières indications au mieux incomplètes, au pire trompeuses, la réalité derrière les apparences. A partir d'une posture humaniste, il prend le temps de la rencontre avec l'Autre en s'immergeant dans un quotidien familial sous un angle souvent resté mort lorsqu'on le considère en surplomb depuis son bureau de professionnel de l'aide sociale... Il devient alors un médiateur avisé des précarités plurielles rencontrées par les familles, un passeur de gué qui permet de restaurer, autant que faire se peut, les différents liens en jeu au sein de familles qui deviennent elles-mêmes actrices de la recherche de solutions favorisant l'autonomie de pensée et d'action (*empowerment*).

Du côté de la sortie de l'école, ainsi que l'ont écrit Laurent Wicht et Julie Peradotto, il existe aussi des dispositifs innovants mis récemment en place pour tenter d'apporter des réponses à la question problématique de l'insertion de jeunes en rupture.¹⁵ En effet, comment faire face aux sorties prématurées du système de formation ? Quelles réponses étatiques, institutionnelles face à l'échec global de la politique de démocratisation des études mise en place voilà un demi-siècle, qui a vu se transformer la possibilité pour tous de faire des études en un pré-requis obligatoire pour l'insertion professionnelle ? Dans cette course vertigineuse à l'acquisition de diplômes comme autant de clés vers l'employabilité, comment redonner une vraie place aux perdants de ce système méritocratique, essentiellement d'ailleurs issus du milieu ouvrier ? Comment les sortir de ces non-lieux transitionnels qui, en partie, font écho à la phase de recherche identitaire qu'est l'adolescence ? Les politiques publiques tentent de trouver la parade à différents niveaux : cantonal avec la mise en place de Semestres de motivation (Semo) financés par l'argent du chômage

¹⁴ Cosette Quinche Ingold (p. 195-217).

¹⁵ Laurent Wicht et Julie Peradotto (p. 219-236).

et municipal, avec des structures d'insertion construites sur quelques principes forts : accueil bas seuil, permanences accessibles, libre adhésion, suivis personnalisés et activités (stages) comme médiateurs de la relation. En remplaçant la compétition individuelle par la coopération solidaire, à l'image de ce qu'a mis en place en Ville de Genève l'antenne VIA de la Boîte à boulots. Soit une structure relais entre des jeunes fragilisés et un réseau de micro-entreprises dans une relation de confiance non institutionnalisée, un suivi au cas par cas, une coconstruction sur mesure en respectant la temporalité et le rythme du jeune pour favoriser le déclic vers le processus d'insertion. Il s'agit là d'inscrire le jeune dans une logique de socialisation par le stage, à travers des valeurs fortes comme l'entrée artisanale dans le métier, l'amour du travail bien fait, une approche familiale dans l'accueil du jeune où prévaut la solidarité plutôt que l'auto-responsabilisation, où la dimension éducative dans l'apprentissage découle chez l'adulte d'un sentiment de coresponsabilité à l'égard de la jeunesse. Cohabite alors une vision de l'autonomie par l'insertion avec une responsabilité collective, vision alternative à la seule responsabilité individuelle. Est aussi mise en avant cette idée-force de la dépendance réciproque, du tremplin individuel que peut être un collectif responsabilisant qui propose de coopérer au-delà du vertige de l'utilitarisme à tout crin. L'insertion se crée en fonction de chacun, dans « un geste singulier à toute situation éducative » (Tschopp, 1989), vécu à chaque fois comme incertain et créatif, créatif car incertain. En filigrane peut ainsi se lire la dimension artistique du travailleur social de VIA qui accompagne le jeune à trouver sa place dans cette coopération remobilisatrice qui vise une (ré)insertion par la communauté.

Didier Nsasa et Théogène-Octave Gakuba, quant à eux, nous montrent que la même finalité d'intégration sociale par la communauté se retrouve dans d'autres projets novateurs comme celui de la Maison Kultura, qui développe un dispositif d'accompagnement pour des jeunes issus de la migration se retrouvant en marge du monde de la formation et de l'emploi.¹⁶ A la lecture de cette expérience, on se rend bien compte qu'il réside des enjeux fondamentaux pour une société dans la capacité d'intégrer des jeunes primo-arrivants en rupture socioprofessionnelle et qui se sont construits une carapace délétère pour résister aux consé-

¹⁶ Didier Nsasa et Théogène-Octave Gakuba (p. 237-251).

quences de pertes de repères culturels, identitaires et familiaux tout au long de ce difficile processus d'acculturation qu'ils traversent. On réalise alors combien l'ouverture d'un environnement participatif comme celui d'Espace Jeunes Espoir, lieu de rencontre, d'entraide, de dialogue, peut aider ce public à savoir mettre en avant un capital social adéquat car valorisé par le pays d'accueil. Combien ce type d'espace peut dès lors être un catalyseur qui accélère la possible intégration sociale et participe à une reconstruction identitaire en pacifiant les conflits d'influences culturelles, en prenant conscience des ressources personnelles, des codes du savoir-être et en travaillant sur une vision holistique des besoins du jeune, qui passe aussi par une médiation familiale pour que chacun se sente reconnu dans ses nouvelles fonctions, rôles et places consécutifs à la dynamique migratoire.

Ainsi, à travers plusieurs points de vue sur l'enfance et les familles et grâce à la mise en lumière d'une tension éthique entre une prévention participative souhaitable et une prédiction individuelle et stigmatisante à rejeter, les textes de cet ouvrage vous auront peut-être passionnés, sans doute surpris, mais vous aurez, espérons-le, apprécié leurs propos à plusieurs voix au service d'une action professionnelle réfléchie, située et engagée, une action qui refuse l'exclusion dans ce monde où les inégalités se sont creusées.

Tout au long de ces textes, les différents auteurs insistent sur l'importance des contextes sociaux difficiles dans lesquels nous sommes engagés, parfois à notre corps défendant. Cette idée vient alimenter un postulat psychosocial classique qui énonce que les variables extrinsèques influencent tout autant les individus que ce qu'ils sont intrinsèquement. Une même personne peut fonctionner de manière très différente en fonction du contexte dans lequel elle est placée. Philip Zimbardo le résume bien dans cette célèbre formule : « Il est plus facile de décider des bons et des mauvais moutons que de comprendre de quoi est faite l'herbe du pré » (2008).

A travers nos lectures, nous avons aussi pu mesurer l'importance des politiques actuelles qui définissent les normes attendues, ici et maintenant. Comment dès lors associer en bonne intelligence ces normes activées via nos institutions avec le respect de trajectoires individuelles

singulières, parfois à la frontière des dites normes ? Comment respecter les différences « non conformes » sans confusionner originalité et déviance ? L’Autre est-il vraiment différent ou est-ce le regard que nous portons sur lui ici et maintenant qui le rend différent ? Voilà des belles réflexions éthiques au sens ricœurien du terme, à savoir « la recherche du bien pour les autres et moi-même au sein d’institutions justes ». Or, l’hypothèse que certaines institutions ne « sont pas justes » au nom d’une application bornée des normes est bien présente dans nos esprits, n’est-ce pas ? Comment réagir à cela ?

Les pistes de réflexion et d’action contenues dans ce livre sont donc avant tout destinées aux travailleurs sociaux d’aujourd’hui et de demain, à cette jeune génération de professionnels, elle-même issue de ce tissu social « perturbé ». Comment, fort de toute cette complexité, construire aujourd’hui une posture socio-éducative cohérente ? Comment la formation professionnelle en haute école peut permettre de nouer cette gerbe aux mille épines ? Quel regard sur l’humain est-il aidant de porter dans ce monde en mutation ? Celui d’une approche catégorielle qui pathologise et panoptise l’Autre dans sa riche complexité ? Ou celui d’une visée dimensionnelle de l’homme qui postule que nous sommes tous fondamentalement faits *du même bois* et que, selon l’environnement, le petit d’homme sera capable de tout et son contraire ? Cette deuxième voie convoquerait alors une posture de résistance face aux tenants des programmes politico-scientifiques d’adaptabilité sociale, logiques qui font la part belle à la responsabilité individuelle et aux variables intrinsèques, à l’exaltation d’un individu autonome porté par le modèle mondialisé actuellement dominant…

A nous tous, travailleurs sociaux de ce début de XXI^e siècle frénétique, de faire avec tout ça. Et surtout à vous, nouvelle génération élevée et formée dans le néo-libéralisme ambiant, qui avez à construire une posture éthique vous permettant de dépasser les nombreux dilemmes qui parsèment un quotidien professionnel. Et créer, encore et toujours, avec fougue, vigueur et militance, de nouveaux types d’accompagnement qui vous surprendront parce que vous avez osé les penser. Parce que vous aurez trouvé le courage de sortir des cadres préétablis, ethnocentrés, pour aller vraiment à la rencontre de l’Autre... et chercher à le reconnaître dans la richesse de sa différence. C’est difficile. Il faut se

jeter à l'eau, oui. Comme l'écrit Sénèque : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles qu'on ne les fait pas. C'est parce qu'on ne les fait pas qu'elles sont difficiles ».

Alors, osons réinventer des codes et incarnons, à l'image des exemples développés dans ce livre, des forces de résistance face aux dérives de la nouvelle gestion publique. Mais encore et surtout soyons, dans l'idéal d'une commune humanité, des forces de soutien aux plus fragiles. Pour que ces derniers puissent, à l'instar de ce qu'écrit Cosette Quinche Ingold, compter vraiment « pour et sur » les travailleurs sociaux de demain qui ne sont autres que les héritiers de ce livre. Car, comme le dit Philippe Meirieu,¹⁷ la grande question « n'est peut-être pas tant de savoir quel monde allons-nous laisser à nos enfants mais plutôt quels enfants allons-nous laisser au monde... ».

¹⁷ Conférence de Philippe Meirieu donnée à Genève le jeudi 20 novembre 2014 à l'occasion des 25 ans de la signature de la Convention internationale des droits de l'enfant.

Références bibliographiques

- Ausloos, G. (1995). *La compétence des familles*. Toulouse : Erès.
- Brel, J. (1966). *Ces gens-là*. Paris : Disques Barclay.
- Hardy, G. (2012). *S'il te plaît, ne m'aide pas! L'aide sous injonction administrative ou judiciaire*. Toulouse : Erès.
- Zimbardo, Ph. (2008). *L'effet Lucifer: comment des gens ordinaires deviennent des monstres... ou des héros* [Film documentaire en ligne, 23'16"]. Récupéré de www.ted.com/talks/lang/fre_fr/philip_zimbardo_on_the_psychology_of_evil.html

Au risque de la prévention

Un enfant de 2 ans, accueilli dans une crèche, crise et frappe un autre bambin... Faut-il voir dans ce geste, le signe précurseur – pour un enfant issu d'un milieu vulnérable – d'une trajectoire délinquante à l'adolescence ? Ou s'agit-il d'un enfant ordinaire dont l'éducation ne fait que commencer ? Et si besoin est, comment agir ? De la vision de l'enfance envisagée, dépend la réponse à ces questions et le mode d'intervention adopté. En se basant sur des expertises scientifiques et économiques réductrices, d'aucuns opteront pour une prévention précoce normative qui glisse vers une pathologisation des conduites sociales dès la petite enfance. Une toute autre posture est celle d'une prévention prévenante : malgré un environnement aux inégalités marquées, un monde dans lequel la frontière entre norme et pathologie s'est tendue, certains s'engageront pour la généralisation de conditions sociales acceptables. Divers acteurs de l'accompagnement socio-éducatif font le choix de favoriser l'épanouissement des enfants, des jeunes et des familles, de valoriser leurs potentiels et de viser la participation sociale plutôt que la stigmatisation et le contrôle.

L'ouvrage *Au risque de la prévention*, porté par le réseau « Socialisation des mineurs », réunit des contributions d'enseignants et chercheurs en travail social, de responsables politiques et de professionnels des domaines socio-éducatifs. Réflexions théoriques et éthiques accompagnent l'exposé de pratiques innovantes à fort potentiel émancipatoire. L'ouvrage apporte ainsi des éléments au débat sur le modèle de société que nous souhaitons.

ISBN 978-2-88224-146-7